

La fuite d'un document des Nations Unies fait grand bruit au Burundi

RFI, 11-04-2014 Burundi : le probable armement des jeunes du parti au pouvoir inquiète A Bujumbura, les informations de l'ONU faisant état de l'armement et de l'entraînement de la jeunesse du CNDD-FDD, le parti au pouvoir au Burundi alimentent les craintes exprimées régulièrement par l'opposition. Les Imbonerakure [photo], qui pourraient être une centaine de milliers, sont accusés de violences politiques. La fuite d'un document des Nations unies qui donnent de la crédibilité aux allégations de distributions d'armes aux membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir, les Imbonerakure, fait grand bruit au Burundi [Ce document est à consulter à la fin de cet article]. Aux appels au calme ont succédé les « mises en garde solennelles » de l'ONU. A Bujumbura, les partis d'opposition qui tirent la sonnette d'alarme sur la « nocivité » des jeunes depuis des années, à ces jeunes se livrant à de nombreuses exactions, espèrent que le document qui a fuit vient confirmer leurs pires craintes.

Combien sont ces Imbonerakure ? Les responsables de la Ligue des jeunes du parti CNDD-FDD, le Conseil national pour la défense de la démocratie - Forces de défense de la démocratie, refusent systématiquement de donner le nombre de leurs affiliés. Ils seraient plusieurs dizaines de milliers, voire plus d'une centaine de milliers, à quadriller toutes les collines du Burundi. Utilisés de plus en plus comme des auxiliaires des forces de l'ordre, les Imbonerakure peuvent arrêter les gens, interdire les réunions politiques et ils sont souvent accusés de violences politiques. L'Uprona demande l'implication de la communauté internationale. Le gouvernement du Burundi a toujours apporté un démenti catégorique à toutes ces accusations, en parlant de « cas isolés » qu'il ne faut pas mettre sur le dos du CNDD-FDD. Mais aujourd'hui, le pouvoir du président Pierre Nkurunziza est sur la sellette, malgré les dénégations de son porte-parole adjoint, Willy Nyamitwe, et de hauts cadres de la présidence. Ceux-ci vont jusqu'à expliquer ces soudaines révélations par des actes de malveillance de la part de hauts fonctionnaires onusiens, qui ne digéreraient pas le fait que le Bureau des Nations unies au Burundi (Bnub) va fermer ses portes d'ici fin 2014, sur demande du gouvernement. Tati Sibomana, porte-parole du principal parti tutsi du Burundi, l'Uprona (Union pour le progrès national), passé dans l'opposition, appelle la communauté internationale à être aux côtés du peuple burundais, pour que le pire ne se produise pas. « Ces armes viennent de quelque part » Ce jeudi, l'ONU a de fait adressé une sévère mise en garde au gouvernement burundais, demandant de prendre d'urgence des mesures pour apaiser la violence politique et respecter les droits de l'homme. « Si aucune mesure n'est prise et que de graves violations des droits de l'homme se produisent, ceux qui manipulent les jeunes affiliés aux partis politiques et incitent à la violence devront rendre des comptes devant la justice internationale », a déclaré le porte-parole de l'ONU. « Depuis déjà quelques mois, on voit une aggravation de la situation sécuritaire au Burundi. Les intentions du parti au pouvoir de réformer la Constitution, les limitations à la liberté d'expression, des mesures de la suspension des partis politiques de l'opposition, l'accord original de division du pouvoir entre les ethnies Tutsi et Hutu est en train de se rompre », s'inquiète Edmond Mullet, numéro 2 du département des opérations de maintien de la paix aux Nations unies, évoquant l'accord signé en août 2004 à Pretoria. Interrogé par RFI, Edmond Mullet enjoint d'empêcher que ce pays revienne à une situation de guerre civile ou de guerre intestine comme on l'a vu auparavant. Jugeant qu'il est « toujours temps (pour) empêcher, éviter, une situation catastrophique », Edmond Mullet insiste : « L'armement de ces groupes de jeunes militants, des milices, ce n'est pas d'hier. Ce sont des informations que nous avons, déjà, depuis quelques semaines et c'est inquiétant. Le Conseil de sécurité devrait, à notre avis, se pencher (sur la question) pour imposer des sanctions pour limiter la circulation d'armes vers le pays. Ces armes viennent de quelque part », Samantha Power, représentante des Etats-Unis à l'ONU, de retour d'une visite au Burundi justement, elle explique que l'une des raisons qui l'a conduite à s'y rendre est « que nous avons constaté plus d'inquiétudes ». « Si vous prenez d'un côté une crise politique et que vous y associez un processus d'armement de l'autre : ce sont exactement les ingrédients d'un type de violence que le Burundi est parvenu à éviter depuis un certain nombre d'années. Ce serait terriblement tragique, après tous les progrès qu'a fait le Burundi, s'il glissait dans une crise politique à grande échelle et, évidemment, s'il retombait dans la violence », a-t-elle encore insisté. Lire [en Anglais] le câble envoyé à New York